



Première conférence :

Conseil des Ministres :

**La préservation de la biodiversité, un enjeu pour
l'Union Européenne**

**Lignes d'actions et avis européen sur la préservation de la
biodiversité.**

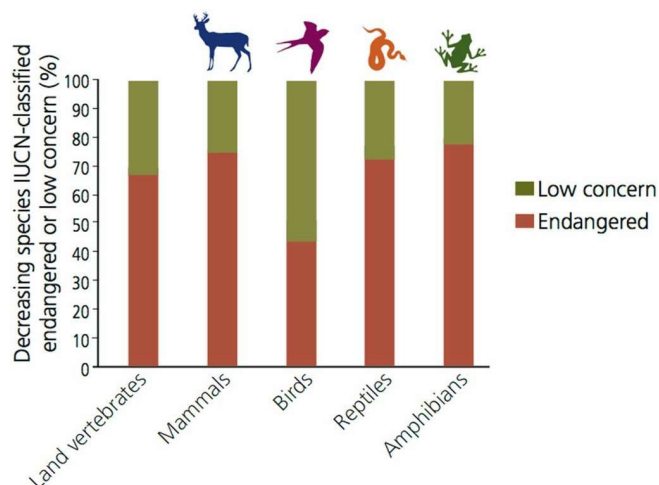
I/ Introduction

1) Contextualisation

Le thème de l'impact de l'Homme sur la Nature est devenu de plus en plus récurrent depuis la fin des années 1980, parallèlement à une prise de conscience plus nette des conséquences des actes et du style de vie des sociétés humaines. Plusieurs débats ont eu lieu depuis lors dans l'objectif de mitiger ou de mettre fin aux effets environnementaux provoqués par l'Homme.

Ainsi, parmi bien d'autres problèmes causés par l'indifférence prolongée et par la croissance incontrôlée, un seul d'entre eux sera discuté et abordé au sein de la Commission de l'Environnement de l'Euromad 2020: **la disparition accélérée d'espèces animales et végétales dans le monde entier due à l'activité humaine.**

En effet, l'humanité fait face aujourd'hui à la sixième "extinction de masse" et la première dont elle serait elle-même responsable, d'après ce qu'affirme la communauté scientifique depuis plusieurs années. Dans un rapport sans précédent publié en mai 2019, le groupe d'experts de l'ONU sur la biodiversité (IPBES) peint un tableau sombre de l'avenir de la vie sur la planète: **1 sur 8 espèces** animales et végétales sur les quelque 8 millions estimées sur Terre (soit 1 million), seraient menacées d'extinction.



Graphique montrant le pourcentage des espèces de vertébrés terrestres en danger (rouge) et en préoccupation mineure (vert) pour plusieurs classes d'animaux

source:

<https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/zoologie-sixieme-extinction-masse-animaux-sous-estimee-58704/>

Cinq principales causes de cela ressortent dans l'étude: dans l'ordre, **l'utilisation des terres** (agriculture, déforestation), **l'exploitation directe des ressources** (pêche, chasse), **le changement climatique**, **les pollutions** et **les espèces envahissantes**.

Face à toutes ces problématiques et à l'absence de prise de responsabilité de la part des États, plusieurs activistes écologistes ont sensibilisé l'opinion publique par le biais de campagnes remarquées.

Ainsi, nous pouvons voir l'importance qu'a eu le rôle de la jeune suédoise Greta Thunberg sur le monde entier depuis 2018.

En effet, Thunberg se déclare obligée d'agir à cause de la passivité des chefs de nations et plus précisément de ceux de la Suède face au changement climatique. C'est elle qui a réussi à réunir des millions de personnes au nom de l'environnement avec le mouvement #FridaysForFuture (un demi-million de personnes se manifestent à Montréal le 27 septembre). Un débat portant autour de l'appui que vous donner les délégués environnements aux leaders environnementaux comme Greta Thunberg sera pertinent, d'autant plus que la COP25 s'est déroulée à Madrid du 2 au 13 décembre 2019.

Il sera aussi important d'introduire l'idée d'une politique d'encouragement aux populations, notamment aux jeunes, pour qu'elles entreprennent des projets plus respectueux de l'environnement (volontariats, réduction des déchets ménagers). La biodiversité sera la priorité de l'année 2020 pour la communauté internationale et l'UE, alors que la France accueillera en juin le congrès mondial de l'IUCN. L'Union européenne doit donc à plus d'un titre se montrer force de proposition et d'action dans ce domaine. C'est l'objectif de ce conseil des ministres.

2) Explication de la problématique

Les délégués vont devoir débattre et proposer une (ou des) solutions à ces problèmes concrets, c'est-à-dire en prenant compte la gravité de la situation actuelle ainsi que des limitations de leur pays et des autres membres de l'UE. De plus, des définitions des différents termes de la problématique (tels qu' "extinction de masse") seront primordiales afin de permettre un débat efficace et fluide.

Le but final de la réunion du Conseil des Ministres sera de rédiger un avis voire une directive adaptée qui permette à l'UE d'agir pour éviter la perte massive d'espèces vivantes dans les prochaines années.

II/ Contextualisation politique des positions des États Membres dans ce débat

L'Europe et les pays du Nord : les champions de la protection environnementale

RANK	COUNTRY	SCORE	TEN-YEAR CHANGE
1	Finland	90.68	3.19%
2	Iceland	90.51	6.91%
3	Sweden	90.43	5.58%
4	Denmark	89.21	4.98%
5	Slovenia	88.98	12.15%
6	Spain	88.91	10.01%
7	Portugal	88.63	10.88%
8	Estonia	88.59	5.91%
9	Malta	88.48	11.62%
10	France	88.20	8.70%

Source:

<https://e-rse.net/classement-pays-protection-environnement-2016-18897/#gs.yqwp3e>

L'**Environmental Performance Index (EPI)** est construit par le calcul et l'agrégation de plus de 20 indicateurs reflétant les données environnementales au niveau national. Ces indicateurs sont regroupés en neuf catégories d'enjeux, chacun d'entre eux correspondant à **deux objectifs principaux** : la **vitalité de l'écosystème** (protection de l'écosystème, gestion des ressources, pollution) et la **santé environnementale** (l'impact de l'environnement sur la santé humaine).

Parmi les enjeux mesurés : la gestion des ressources en eau, l'agriculture, la gestion de la pêche, des forêts, mais aussi du changement climatique, de la biodiversité ou de l'air. Les pays sont notés de 0 à 100, 100 indiquant un pays dont la stratégie de protection de l'environnement est conforme à l'objectif écologique idéal, 0 indiquant un pays dont la stratégie en est la plus éloignée.

Ce sont les pays du Nord (Scandinavie) qui sont les plus avancés en matière de protection de l'environnement. Tout comme pour la protection sociale et le système scolaire, ces pays trustent les premières place avec des scores proches du maximum.

Le top 5 compte ainsi 4 pays du Nord de l'Europe (Finlande, Islande, Suède et Danemark), suivis de la Slovénie, avec chacun des scores proches de 90/100. Dans la plupart de ces pays, il existe des contraintes légales ou des accords obligeant l'Etat à s'engager sur les questions environnementales. Par exemple, la Finlande a promulgué une loi l'obligeant à

atteindre près de 38% de son mix énergétique en renouvelables d'ici 4 ans. Tous les efforts sont donc mis en place de façon effective pour y parvenir.

Globalement, l'Europe domine ce classement, puisque le top 10 ne comprend que des pays européens, et le top 20 seuls 3 pays hors Europe (Nouvelle-Zélande (11ème) Australie (13ème), et Singapour (14ème))².

Nous pouvons donc dire que l'Europe (et par conséquent les États Membres de l'UE) est la région la plus pionnière au monde dans le thème de la préservation et protection de l'environnement, même si certains pays au sein du continent se démarquent davantage.

III/ Bilan historique des avancées et enjeux de ce thème dans l'UE.

L'Europe a comme objectif depuis plusieurs années de devenir un modèle biologiquement et écologiquement durable. Ces mesures ont fait que le vieux continent commence à réduire ses émissions de CO2 de plus en plus, année par année. Il y eut ainsi en 2018 une baisse de 2,5% des émissions.

C'est en 1992 que la prise de conscience de ce problème débute, lorsque l'Union Européenne comprend les risques auxquels elle devrait faire face les prochaines années et commence à agir en créant des compétences spécifiques mises en place par le Traité de Maastricht en 1992.

Ensuite, en 1997 au Traité d'Amsterdam, les bases politiques européennes reconnaissent le principe de "développement durable", qui veut dire un "développement qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs".

Il y a dix ans un nouveau objectif est mis en place lors du Traité de Lisbonne. Il s'agit de la "promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement, et en particulier la lutte contre le changement climatique".

En plus cette conférence rajoute aussi des nouveaux postes dans les sièges politiques européens avec l'objectif de lutter contre le réchauffement climatique.

Toutefois, **le développement durable n'est pas qu'avantages**. En effet, certains inconvénients rendent la durabilité difficile, et ont joué un rôle essentiel dans le débat environnemental en UE. À vrai dire, ces désavantages sont les conséquences des habitudes qui ne sont plus admissibles dans les contextes actuels.

Chômage sélectif

Les changements visant à préserver les écosystèmes et la biodiversité peuvent **amener plusieurs industries à réduire leurs activités** ou, dans le dernier cas, à les arrêter complètement. Cela peut entraîner le chômage pour de nombreuses personnes qui ont

consacré leur vie entière à travailler dans un seul secteur tel que l'industrie du charbon, ou de l'agriculture intensive. Il faut donc que des politiques globales, complémentaires et transversales soient mises en place sur notre continent, en particulier si l'on veut que les populations accompagnent les mesures environnementales.

Ainsi, la base des énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz..) devrait être remplacée par une panoplie d'énergies renouvelables, ce qui **exige du temps, beaucoup d'argent, et davantage d'investissement de la part des États et entreprises** (idem pour le système d'agriculture industrielle).

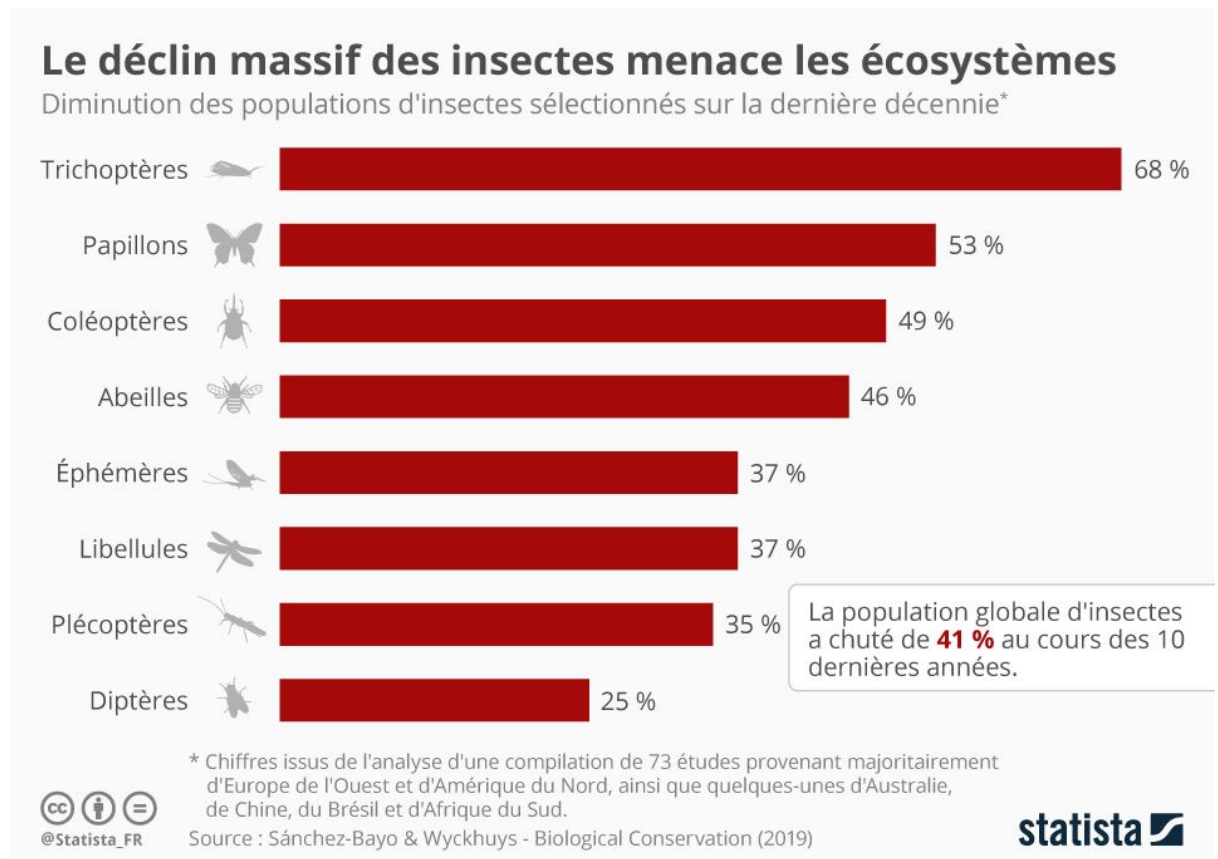
L'UE a comme objectif d'avoir une consommation d'énergie renouvelable de 27 % en 2030.

Engagement fragile

Effectivement, comme la transition vers une industrie plus respectueuse de l'environnement est **plus coûteuse et difficile à respecter** en raison des points mentionnés ci-dessus, il existe un risque que l'engagement pris avec la société soit moins sérieux. Cet inconvénient serait dû au fait que les résultats obtenus sont généralement à long terme, mais dans les endroits en développement, il peut ne pas être possible d'attendre aussi longtemps.⁴

IV/ Informations utiles et en relation au thème

- Dans les États membres de l'Union Européenne **18%** des **451 espèces d'oiseau** présentes figurent en liste rouge. 11 d'entre elles sont en danger critique, c'est-à-dire au niveau de menace le plus élevé.
- Les principales causes de déclin du nombre d'oiseau et de leur diversité sont **les changements des pratiques agricoles, la perte et dégradation des habitats, les espèces envahissantes, le braconnage et les changements climatiques grandissants.**
- Plus de la moitié des populations de papillons et de trichoptères (apparentés aux papillons) ont disparu au cours de la dernière décennie. Pour les coléoptères (scarabées, coccinelles) et les abeilles, le taux d'extinction sur 10 ans est proche des 50 %, tandis que les libellules ont vu leur nombre chuter de 35 % et qu'un quart des diptères (mouches) ont été rayés de la carte. ³



Il est donc important pour l'UE d'établir un grand plan d'action continental qui puisse aussi se décliner en projets régionaux et locaux concrets. Il est important que l'UE parle d'une seule voix sur ces questions et qu'elle entraîne avec elle d'autres États et puissances du globe. C'est tout l'enjeu du conseil des ministres sur l'environnement et la biodiversité qui se tiendra à Madrid en mars 2020.

Sitographie:

1. <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/environnement-alerte-biodiversite-espece-8-menacee-extinction-75834/>
2. <https://e-rse.net/classement-pays-protection-environnement-2016-18897/#gs.yqwp3e>
3. <https://fr.statista.com/infographie/16973/diminution-des-populations-insectes-extinction-animale/>
4. <https://www.bio-ecoloblog.com/les-inconvenients-du-developpement-durable/>
5. https://ec.europa.eu/clima/citizens/eu_fr
6. <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/biodiversite-presentation-et-enjeux>
7. <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/zoologie-sixieme-extinction-masse-animaux-sous-estimee-58704/>